



MISSIÓ PERMANENT DEL PRINCIPAT D'ANDORRA A LES NACIONS UNIDES

**Intervention lors de la 76^e Assemblée générale des Nations unies
Discours de S.E. M. Xavier Espot Zamora, Chef du Gouvernement de
la Principauté d'Andorre**

Andorra la Vella, le 25 septembre 2021

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais, pour commencer mon intervention, féliciter S. E. M. Abdulla Shahid pour son élection en tant que Président de cette Assemblée générale, ainsi que S. E. M. António Guterres pour sa nomination, pour un deuxième mandat, au poste de Secrétaire général des Nations unies, cette grande assemblée de tous les peuples et pour tous les peuples, dont l'objectif principal est de bâtir un système de valeurs et un code de conduite basés sur le multilatéralisme et la coopération. Nous vous souhaitons de nombreux succès dans cette nouvelle période, une période que nous espérons largement marquée par la relance économique et sociale, une relance plus humaine et plus durable, ancrée dans la conviction que la solidarité doit être le fondement de nos actions.

Je souhaite également remercier S. E. M. Volkan Bozkir, qui, sans relâche, a maintenu l'activité de l'Assemblée tout au long de la 75^e session. L'année 2020 est l'une des années de notre histoire contemporaine qui restera dans les mémoires, car la crise de la COVID-19 a mis à mal les piliers de nos sociétés et eu des répercussions dans presque tous les domaines. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons conscience que notre présent peut changer et notre avenir être remis en question, de manière irrémédiable et immédiate. Cette pandémie nous a cruellement rappelé nos fragilités, notre manque de préparation face à une crise d'une telle ampleur.

La Déclaration à l'occasion de la commémoration du 75^e anniversaire des Nations unies a souligné le fait que notre monde est encore loin des objectifs définis par les fondateurs de cette grande organisation. Les Nations unies ont été érigées sur les ruines du conflit le plus meurtrier de l'histoire, dans le but d'envoyer un message de paix au monde entier, de relever les défis universels et d'établir pour cela un cadre institutionnel. Elle a accompli de grandes avancées dans des domaines aussi transcendants que les droits humains, l'éradication de la pauvreté, la consolidation des institutions démocratiques, la lutte contre le changement climatique, le développement durable et la protection des personnes les plus vulnérables lors de conflits armés. Malheureusement, le chemin qu'il nous reste à parcourir est encore long.

Cette année, les pays riches ont, une fois de plus, fait prévaloir leur position privilégiée : nous avons rapidement eu accès aux vaccins et avons accaparé des millions de doses, ce qui a de nouveau creusé les inégalités. Le monde voit de nouveau des familles entières fuir leur pays d'origine à la recherche d'un avenir meilleur, les crises humanitaires s'aggraver, la planète tirer la sonnette d'alarme parce que le point de non-retour en matière de changement climatique sera bientôt atteint, ou les droits des femmes régresser de manière patente.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous féliciter pour la pertinence du thème de cette 76^e Assemblée générale : « la présidence de l'espoir ». L'espoir. En effet, tout n'est pas perdu. Nous devons poursuivre nos efforts, planifier et proposer une réponse qui permette la relance des pays les plus ravagés par la pandémie. Une réponse fondée sur un développement plus durable et inclusif, qui ne laisse personne de côté, pour que chacun puisse mener son projet de vie en paix, avec dignité et sur un pied d'égalité. Vous nous exhortez à la coopération, à la mobilisation des efforts multilatéraux et ce, dans le respect des valeurs fondatrices des Nations unies et dans un esprit d'inclusion.

Les 20 et 21 avril derniers, l'Andorre a accueilli le vingt-septième Sommet ibéro-américain de chefs d'État et de gouvernement, dont le thème était « L'innovation au service du développement durable – Objectif 2030 » et au cours duquel mon pays, un pays de 78 000 habitants, s'est adressé à une communauté de 670 millions de personnes. Nous avons eu la possibilité de faire valoir le rôle essentiel du multilatéralisme, notamment face aux défis tels que le coronavirus ou le changement climatique, car aucun pays, aucun État, aussi puissant soit-il, ne peut relever un défi de cette ampleur sans la participation du reste de la communauté internationale.

Tout au long de ces derniers mois, nous avons constaté que l'espoir de freiner l'épidémie de COVID-19 repose sur les vaccins. Les vaccins sont l'outil le plus puissant dont nous disposons pour combattre cette pandémie, mais ils resteront sans effet si la totalité de la population mondiale ne peut en bénéficier. C'est pour cette raison que la collaboration qui existe entre les institutions publiques, le secteur privé, les universités et les centres de recherche doit également s'appliquer à la distribution des vaccins. C'est ce que j'ai demandé le 21 avril dernier. Il n'est pas acceptable qu'il existe encore une telle différence au niveau des taux de vaccination entre les pays développés et les pays en voie de développement. L'Organisation mondiale de la santé nous a avertis que cette attitude nous mènerait à un échec moral désastreux, car la pandémie suivra son cours tant que la solution ne sera que partiellement appliquée. Il est encore temps d'éviter une telle situation. Il faut encourager des systèmes meilleurs, tels que le dispositif COVAX auquel l'Andorre a l'honneur de contribuer, qui permettent de garantir à temps un accès universel aux vaccins.

L'urgence climatique est l'autre grand défi qu'il nous faut envisager d'un point de vue inclusif. Un retour en arrière n'est plus possible. Il est trop tard pour rectifier nos erreurs en matière d'environnement, mais il n'est pas trop tard pour cesser d'en commettre davantage. La prochaine décennie sera fondamentale pour l'avenir de notre planète. La COP26 de novembre prochain à Glasgow sera la dernière occasion pour les économies les plus puissantes de faire de leurs engagements une réalité et d'atteindre la neutralité carbone.

L'Andorre accueille très favorablement les deux réunions de haut niveau qui se tiendront dans le cadre de la 76^e Assemblée des Nations unies. Le Sommet sur les systèmes alimentaires, auquel l'Andorre participera, ne pouvait tomber mieux. La production, la distribution et les revenus agricoles, tout comme les modes de consommation ont de très lourdes conséquences sur les êtres humains et l'environnement. La réconciliation avec la nature, avec la planète, est possible si nous adoptons une approche qui associe alimentation saine, savoirs traditionnels et science, afin d'innover et de conserver la seule ressource dont nous disposons et que nous devons apprendre à partager durablement : la planète.

L'Andorre a pris part à l'appel mondial visant à faire de l'ODD2 (Éliminer la faim) une réalité imminente. D'après le rapport sur l'insécurité alimentaire de la FAO et d'autres agences, la faim dans le monde et les cas d'obésité infantile augmentent. Ces tendances, a priori totalement opposées, doivent nous faire réfléchir sur la nécessité urgente de réformer les systèmes de production et de consommation alimentaire, afin d'arriver à des modèles et des modes de consommation plus durables et plus sains. C'est dans ce but que je salue le rôle de la FAO et du Programme alimentaire mondial qui contribuent à cet ODD, qu'il conviendrait d'atteindre le plus rapidement possible.

Excellences,

Nous sommes confrontés à un exercice de reconstruction dans plusieurs domaines : la santé, l'économie, l'environnement et l'immigration ; nos modèles de travail, de mobilité et de consommation ont eux-mêmes été remis en question. La question reste de savoir s'il est souhaitable de revenir à la normalité perdue.

Saisissons les opportunités que nous offre cette grande organisation que sont les Nations unies pour résoudre cette question, pour que le multilatéralisme devienne la voie à suivre et trouver des solutions pour tous nos citoyens. Les Nations unies disposent de cadres permettant d'aller de l'avant, de détecter et de diagnostiquer les déséquilibres, les injustices et les personnes les plus vulnérables, et de définir les solutions que les États peuvent apporter. Nous devons insister sur le pilier des droits humains, qui doit nous guider dans toutes nos actions. L'Andorre apporte donc son soutien à la proposition du Secrétaire général de convoquer un Sommet du futur.

La préservation de la paix et de la sécurité est la *raison d'être* de cette organisation, il s'agit de l'un de ses piliers fondateurs. Mais je constate, avec préoccupation, l'aggravation des crises humanitaires, notamment l'augmentation de la pauvreté, la survenue de catastrophes naturelles toujours plus fréquentes et dévastatrices, et la diminution de l'aide internationale. Certains cas bouleversants durent depuis des années. Les Nations unies disposent de mécanismes tels que les opérations de maintien de la paix, qui doivent alléger ces situations, mais la prévention, qui est pluridimensionnelle, doit être le principal objectif de notre action, ainsi que la protection des personnes les plus vulnérables, l'inclusion et l'égalité.

Nous sommes entrés dans la 76^{ème} session. Dans la Déclaration adoptée lors du 75^e anniversaire des Nations unies, nous avons réaffirmé notre confiance dans cette organisation et dans le multilatéralisme. Nous savons que nous devons agir de manière conjointe et proactive, que nous devons relever de nouveaux défis tels que la coopération numérique, afin de ne laisser personne de côté, ou l'intégration des jeunes, vecteurs du changement. Mesdames et Messieurs, ne nous trompons pas. L'avenir des générations mieux préparées est entre nos mains. Leur expérience de vie et leur maturité dépendent en grande partie des conséquences de nos actions ou de nos inactions. Nous ne pouvons pas les décevoir une fois de plus.

L'éducation est un droit humain qui, depuis l'adoption de l'Agenda 2030, a été reconnu comme ODD 4 et comme l'un des principaux catalyseurs du développement durable, de l'éradication de la pauvreté et de la prévention des conflits. Grâce à l'autonomisation des personnes et des communautés et une éducation de qualité, l'ODD4 constitue le meilleur moyen de transformer les sociétés et de protéger la planète.

Quand nous investissons dans l'éducation des filles et des femmes, quand celles-ci participent à tous les aspects de la vie, quand nos actions sont inclusives, les conditions sont réunies pour créer un changement, un progrès économique et social, qui bénéficient à tous.

L'égalité et l'équilibre entre les sexes exigent la participation active des femmes : non seulement pour qu'elles aient accès aux lieux décisions, mais pour que leurs voix soient prises en considération, avec attention, quelles que soient leur situation et leur condition. Il faut définir de nouvelles relations pour en finir avec les schémas patriarcaux, véritables freins pour la moitié de la population mondiale. L'autonomisation des femmes, qui s'était accélérée, ne peut pas s'arrêter, ne peut pas régresser en raison de la pandémie. Je souhaite ainsi saluer le travail d'ONU Femmes et féliciter ici sa nouvelle Directrice générale, l'ambassadrice Sima Bahous. L'Andorre, elle, maintient son cap, car elle s'est fermement engagée ces dernières années à promouvoir des politiques relatives à l'égalité des genres. Une volonté qui se reflète dans sa législation qui dessine un système pionnier et ambitieux dont l'objet est de promouvoir cette égalité et la lutte contre la discrimination.

Monsieur le Président,

L'Andorre fait partie de la communauté internationale depuis 1993. Il s'agit d'un pays aux dimensions territoriales et à la démographie réduites. Mais l'Andorre ne doit pas et n'a jamais utilisé ce prétexte pour refuser de répondre ou de faire face aux responsabilités et aux défis nationaux et internationaux.

En 2013, le plus haut représentant de l'ONU s'est rendu en Andorre à l'occasion du 20^e anniversaire de notre adhésion aux Nations unies. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a souligné notamment, je cite : « la dignité du peuple andorran. Sa fierté envers son histoire, sa singularité et sa solidarité ». Il a demandé aux Andorrans d'aller encore plus loin. Nous l'avons entendu et nous nous sommes engagés dans cette voie. Nous faisons partie de cette communauté, et nous devons tous en assumer la même responsabilité.

C'est dans cet esprit que nous faisons face, dans un environnement de montagne, à la crise climatique. En août dernier, tous les médias se sont fait l'écho des conclusions du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies, qui a averti des graves conséquences du changement climatique et du réchauffement mondial.

Comme je l'ai indiqué précédemment, le compte à rebours a commencé.

En matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, l'Andorre a accepté les engagements de l'Accord de Paris, et mise sur la production d'énergies renouvelables et la fiscalité carbone pour réduire ses émissions et atteindre la neutralité carbone en 2050. Nous menons un projet crucial en faveur de la biodiversité par le biais d'une Stratégie nationale et souhaitons devenir le premier pays considéré comme réserve de biosphère, grâce à notre modèle d'équilibre entre développement et durabilité.

Nous ne ménageons pas nos efforts pour réaliser la transition énergétique et promouvoir les énergies renouvelables : nous diminuons notre dépendance énergétique et subventionnons des programmes relatifs à l'efficacité énergétique des bâtiments ou à la mobilité électrique. L'entrée en vigueur imminente de la taxe carbone nous a également permis d'abaisser considérablement les prix des transports publics.

Nous allons approuver prochainement une loi sur l'économie circulaire qui nous permettra de passer d'une économie linéaire à un modèle économique plus efficient qui optimisera l'usage des ressources naturelles et réduira l'impact environnemental, qui permettra que l'usage des produits et des ressources naturelles soit maintenu le plus longtemps possible, et ainsi évitera des émissions et des pertes matérielles.

Excellences,

L'action de l'Andorre pour pallier les conséquences de l'épidémie de COVID-19 a toujours pour objectif de garantir la santé des personnes et de préserver son système de santé. Je remercie nos pays voisins, la France, l'Espagne et le Portugal, pour leur solidarité qui a permis la distribution de vaccins, ainsi que les mécanismes

d'approvisionnement de l'Union européenne et de l'OMS, à travers le programme COVAX grâce auquel l'Andorre a pu administrer la dose complète de vaccination à près de 75 pour cent de la population de plus de 16 ans.

L'épidémie de COVID-19 a eu de lourdes conséquences sur l'économie andorrane. L'Andorre est un pays extrêmement dépendant du secteur du tourisme. Le Gouvernement a soutenu les familles, les travailleurs et les entreprises. Suite à cette pandémie, nous avons accéléré certains processus que nous avons déjà entrepris et nous en avons favorisé de nouveaux, pour repenser le tourisme en tant que vecteur économique durable et ouvrir notre économie à de nouveaux secteurs. Nous misons sur la relance, qui nous permettra de créer de la stabilité, de la croissance et de diversifier notre économie, de créer de nouveaux emplois, de réorienter les dépenses publiques vers les secteurs ayant le plus grand effet diversificateur en nous concentrant plus particulièrement sur les politiques en faveur de la santé, de la durabilité, du savoir, de l'innovation et du capital humain.

L'épidémie de COVID-19 nous a éprouvés en tant que sociétés. Elle nous a appris que le présent et le futur exigent moins d'individualisme, d'égoïsme et de confrontation et plus de coopération, de résilience, d'empathie et de solidarité. Aucun pays, aucune communauté, n'a pu aborder cette pandémie sans une conception solidaire de celle-ci. Du fait de sa vocation, de par son caractère, l'Andorre ne peut se permettre de laisser quiconque de côté. Elle mettra tout en œuvre pour contribuer avec vous tous à transformer le monde conformément aux objectifs de l'Agenda 2030.

C'est avec ce message et en réitérant notre engagement clair en faveur du multilatéralisme et des Nations Unies que nous abordons cette 76^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Je vous remercie
